

## **Le Rapport sur le développement dans le monde (WDR) 2018 : APPRENDRE à réaliser la promesse de l'éducation**

### **Déclaration de la Campagne mondiale pour l'éducation sur le tout premier rapport WDR de la Banque mondiale axé sur l'éducation**

*La Campagne mondiale pour l'éducation (CME), un mouvement de la société civile qui promeut l'éducation en tant que droit fondamental dans plus de 100 pays, demande un financement plus important pour une éducation publique de qualité, gratuite et inclusive pour tous.*

Le 26 septembre 2017, la Banque mondiale a publié le premier Rapport sur le développement dans le monde (WDR) axé sur l'éducation. La CME applaudit l'accent mis sur une éducation publique universelle de qualité ; cependant, elle exprime de sérieuses inquiétudes par rapport à des aspects clés absents du rapport.

[Le Rapport sur le développement dans le monde 2018 \(WDR\) : APPRENDRE pour réaliser la promesse de l'éducation](#) met l'accent sur le besoin d'équité dans les résultats d'apprentissage, afin de faire en sorte que les écoles fonctionnent pour les apprenants et afin de mieux adapter les acteurs pour que les systèmes fonctionnent pour l'apprentissage. La CME se réjouit de la publication du tout premier rapport WDR axé sur l'éducation et applaudit l'attention croissante des décideurs pour l'éducation ; cependant, la CME s'inquiète du fait que ce rapport ne va pas assez loin dans la prise en charge de tous les aspects de l'objectif de développement durable (ODD) 4 ni de l'intégralité de l'Agenda de l'Éducation 2030. De même, malgré la reconnaissance du rôle central des enseignants dans une éducation de qualité, il y a un manque de cohérence sur l'aide aux enseignants professionnels formés. D'autres domaines majeurs qui nécessitent une attention bien plus grande comprennent l'accès à l'éducation pour tous les élèves à tous les niveaux, l'alphabétisation des adultes, l'éducation inclusive, l'égalité des sexes et, surtout, le financement des systèmes d'éducation publics.

L'Agenda 2030 de l'Éducation désigne des repères de financement clairs : les pays doivent consacrer au moins 4 à 6 % du PIB et au moins 15 à 20 % des dépenses publiques à l'éducation, alors que la communauté internationale doit renverser le déclin de l'aide à l'éducation.

*« Si nous voulons que le droit à l'éducation pour tous soit une réalité, notamment 12 années d'éducation gratuite de qualité, nous avons besoin de mesures urgentes afin de réaliser des budgets nationaux accrus et durables. La justice fiscale, au niveau national et international, est fondamentale pour ce faire. Le silence de la Banque mondiale sur le financement est une occasion ratée et risque d'avoir un effet dissuasif par rapport à l'augmentation des budgets nationaux pour l'éducation et à la coopération internationale », déclare Camilla Croso, présidente de la CME.*

David Archer, membre du conseil d'administration de la CME et responsable de la participation et des services publics chez ActionAid, pense que le rapport « doit être une raison de se réjouir, mais malgré quelques observations utiles, l'axe choisi est trop restreint pour avoir une véritable valeur et nous aider à accélérer l'évolution vers l'objectif de développement durable 4. Le rapport WDR s'intéresse à

*l'amélioration de l'équité dans les résultats d'apprentissage, et en particulier l'évaluation de ces résultats, mais étonnamment, est peu innovant sur ces questions. »* Vous trouverez une réaction plus détaillée de David Archer [ici](#).

Jennifer Rigg, membre du conseil d'administration de la CME et directrice exécutive de la CME aux États-Unis, a déclaré, « *En tant que défenseurs d'une éducation universelle de qualité, nous exprimons notre reconnaissance à la Banque mondiale et aux auteurs du Rapport sur le développement dans le monde d'avoir souligné l'importance des écoles publiques de qualité pour tous, et d'avoir mis l'accent sur les préoccupations par rapport aux fonds publics destinés aux prestataires de services éducatifs privés à but lucratif. Nous nous inquiétons toutefois du fait que ce rapport ne va tout simplement pas assez loin dans la recommandation d'un financement accru de l'éducation. Nous exhortons la Banque mondiale à remédier à ce problème immédiatement et demandons à ce que les ministres des finances et les décideurs renforcent le financement des subventions pour une éducation publique de qualité et inclusive. »*

La CME reconnaît l'importance du tout premier rapport WDR sur l'éducation. Néanmoins, alors que le rapport lance un appel fort à un programme d'apprentissage, la CME souligne que l'ODD 4 et l'Agenda 2030 de l'Éducation font bien plus qu'axer les efforts sur l'apprentissage et les évaluations et englobent l'inclusion, l'équité, la non-discrimination, l'éducation aux droits de l'homme et l'éducation pour un développement durable, dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie. Cet agenda est l'aboutissement d'années de négociations multilatérales et a galvanisé un soutien sans précédent de 196 États membres, agences des Nations Unies, OSC et autres acteurs sociaux.

Nous exhortons la Banque mondiale à continuer de prendre fait pour cette cause commune et de soutenir pleinement les enseignants, les élèves, les parents et les écoles, tout en jouant un rôle plus actif afin d'insister auprès des ministres des finances et des décideurs de façon à augmenter le financement public durable pour des systèmes éducatifs publics gratuits, inclusifs et de qualité. Ceci est particulièrement essentiel pour la période précédant la reconstitution de février 2018 du Partenariat mondial pour l'éducation. Nous invitons également les défenseurs et les militants à exhorter les représentants gouvernementaux de la Banque mondiale à prendre des positions plus fermes et à accorder une plus grande priorité au financement d'une éducation publique de qualité.